



Avis du CSEC sur le budget 2026 de France Télévisions

Les élus du CSEC dénoncent un budget qui fragilise France Télévisions et porte atteinte à ses missions et à ses salariés.

Cette situation résulte en particulier des baisses conséquentes du financement public qui représentent de manière cumulée une perte de ressources de 91 M€ sur les exercices 2025-2026 et même de plus de 300 M€ cumulés par rapport à la trajectoire du COM.

Pour contrebalancer cet étranglement budgétaire, France Télévisions prévoit des économies à hauteur de 140 M€, ce que n'a jamais connu l'entreprise en une seule année, malgré 13 ans de plan social.

Ces économies dans tous les sens portent aussi bien sur les contenus mis à l'antenne (68 M€ d'économies) que sur le corps social.

38 M€ d'économies sur le programme national, sur le flux, sur la création ; revente de 9 matchs du Tournoi des 6 Nations à notre concurrent privé TF1, réduction des magazines à l'info nationale ; coup de frein sévère sur les programmes régionaux et dégradation de l'offre d'info malgré l'échéance des municipales ; dégradation supplémentaire des conditions de travail déjà extrêmement précaires des salariés des stations ultramarines et régionales.

Ces orientations se traduisent par de nouvelles baisses d'effectifs (- 112 ETP de budget à budget à ce stade) dans une entreprise qui en a déjà supprimé près de 1300 en 10 ans et qui n'a cessé d'enchaîner les transformations. Le corps social n'en peut plus.

Dans sa recherche d'économies, la direction de France Télévisions sacrifie le patrimoine de l'entreprise, contrainte de vendre des immeubles pour espérer équilibrer les comptes pour la seule année 2026. Il s'agit d'un affaiblissement et de nouvelles charges qui pèseront sur le long terme.

En outre, elle s'attaque à sa capacité à toucher tous les Français, où qu'ils habitent, en prévoyant de supprimer de petits émetteurs TNT, principalement dans les zones rurales et en montagne, dans des zones pourtant encore frappées par la fracture numérique.

Les élus du CSEC formulent plutôt une piste alternative d'économies en préconisant que la direction travaille à éviter les litiges juridiques contre les salariés et leurs représentants, qui coûtent chaque année à l'entreprise plus de 20 millions d'euros. Si l'entreprise agissait dans la légalité, de fortes dépenses pourraient ainsi être évitées.

Même les ressources propres escomptées en 2026 sont sujettes à interrogation. Dans un marché publicitaire en recul, la direction table sur la progression très optimiste de la publicité numérique, ce qui passe par une multiplication des interruptions publicitaires (pré-roll, mid-roll) sur nos plateformes. Autant d'obstacles à la consommation fluide de nos contenus ; des irritants qui risquent d'avoir un effet repoussoir sur le public, et d'affaiblir nos audiences.

L'annonce récente par le Gouvernement d'une baisse supplémentaire de 30 M€ des ressources pour l'Audiovisuel Public fait craindre une aggravation insurmontable pour l'exercice 2026.

Les élus du CSE Central de France Télévisions dénoncent l'inconséquence de notre actionnaire, les choix délétères de la direction et donnent un avis négatif sur ce budget 2026 sur lequel, fait singulier, ils sont consultés un mois après son adoption par le conseil d'administration.

**Adopté à l'unanimité des élus présents
CFDT, CGT, FO et SNJ s'associent.**

Paris, le 21 janvier 2026